

CLÉMENCE Adolphe [CLÉMENCE Hippolyte, Adolphe, dit ROUSSEL]

Né le 9 décembre 1838 à Paris, mort le 4 février 1889 à Paris (VI^e arr.) ; petit-fils du babouviste Clémence qui fut de la conjuration des Égaux ; ouvrier relieur ; un des fondateurs de l'Internationale ; membre de la Commune de Paris.

Selon le témoignage de Camélinat (cf. Eugène Varlin, Foulon, 1934, p. 44), Clémence fut un des cents premiers adhérents de l'Internationale (il fut inscrit sous le n° 227 selon un rapport du 26 septembre 1872). Il était membre du Cercle des associations coopératives et de la société coopérative de consommation la Ménagère. Il prit souvent la parole dans les réunions publiques.

En 1867, il présida la délégation des relieurs parisiens à l'Exposition universelle. Il devint à ce titre membre de la Commission ouvrière fondée à cette occasion.

Les autres membres de la délégation, qui refusa les subventions impériales, étaient Eugène Varlin, Jean-Pierre Leclère et Alphonse Delacour (Voir ces noms). Avec Varlin, il rendit compte, dans un livre vraiment remarquable, des travaux de la reliure aux différentes expositions depuis 1798.

Il collabora à la Mutualité, Journal du travail des sociétés coopératives et de secours mutuels, fondé en novembre 1865, à la Tribune ouvrière, 4 juin-9 juillet 1865, publié par le bureau parisien de l'Internationale, dont le gérant était Charles Limousin et dont la rédaction avait fixé le domicile légal de ses bureaux chez Clémence, 19, rue des Juifs. Avec Tolain, Fribourg, Bourdon, Varlin, il constitua la délégation chargée de protester contre l'impossibilité de répandre la Fourmi (numéro unique, Bruxelles, 24 septembre 1865) qui se proposait de continuer la Presse ouvrière, elle-même continuation de la Tribune ouvrière. Tous les cinq étaient, selon Fribourg, les « administrateurs du journal ». (L'Internationale, n. 23). Clémence créa en 1869 la Revue de la reliure et de la bibliophilie qui n'eut que quelques numéros.

Le 9 août 1870, Clémence demanda son incorporation dans la Garde mobile parisienne, demande renouvelée le 6 septembre. Finalement, il fut inscrit à la 9^e compagnie du 96^e bataillon. Le 26 novembre, il demanda à faire partie des compagnies de marche et il obtint satisfaction le 4 décembre. Le 7 septembre, il fut nommé délégué du IV^e arrondissement dans une réunion publique que présidait Albert Lévy, instituteur.

Il fut au nombre des signataires de l'Affiche rouge — 6 janvier 1871 — proclamation au peuple de Paris pour dénoncer « le gouvernement du 4 septembre qui a failli à sa mission de défense nationale ». Elle se termine par ces mots : « Place au peuple ! Place à la Commune ! » Voir Ansel.

Le carnet-journal qu'il tint — voir Sources — nous dit son état d'esprit, qui fut, semble-t-il, celui de nombreux Parisiens, futurs Communards, lors de l'entrée des Allemands dans Paris. Il est question des « sales Allemands » et des « infâmes membres du gouvernement de la trahison nationale » (2 et 3 mars). Le lundi 6 mars, il écrivait à une tante de Versailles une lettre « dont l'enveloppe est bordée de noir et de rouge, deuil et sang », et il note « À quand la revanche ? »

À la date du samedi 18 mars 1871, voici intégralement reproduit ce que Clémence écrivit : « Temps froid. Proclamation du pouvoir exécutif et des ministres relative aux canons gardés par la Garde nationale, au Comité central et au général Paladine. Mise en scène imitée du 2 décembre. La troupe n'est pas disposée à remplacer la police. La Garde nationale est partout rassemblée. Notre bataillon est de piquet à domicile. Le drapeau rouge est arraché des mains du génie de la Liberté sur la Colonne de Juillet. »

Clémence fut élu membre de la Commune, le 26 mars, par le IV^e arr. avec 8 163 voix sur 13.910 votants. Il appartient à la Commission de la Justice à partir du 21 avril. Il vota contre le Comité de Salut public et signa le manifeste de la minorité : « la Commune de Paris a abdiqué son pouvoir entre les mains d'une dictature à laquelle elle a donné le nom de Salut public ». Voir Jourde. Avec A. Arnould et Langevin, Clémence figura parmi les modérés de la Commune. Gustave

Lefrançais, le comparant à son collègue Amouroux, « brave » mais « d'allures cassantes », l'a caractérisé ainsi : « D'un tempérament plus calme, plus posé, quoique très ferme. Peu causeur, modeste et laborieux, le citoyen Clémence considère comme un devoir rigoureux de remplir strictement toute mission librement acceptée. Membre du Comité central et délégué par celui-ci dans l'arr. [le IVe] pour y faire exécuter ses décisions, il s'est montré très résolu dans les démêlés que ses collègues et lui ont eus avec l'ex-maire Vautrain et son entourage réactionnaire. » (Souvenirs d'un révolutionnaire, p. 478.)

Clémence disparut le 22 mai 1871, affirme la notice contumace du 3 avril 1879 (cf. BB 24/855). Le 28 novembre 1872, le 20e conseil de guerre le condamnait à la déportation dans une enceinte fortifiée. Antérieurement au 2 août 1871 (cf. J. Guillaume, *L'Internationale*, t. II, p. 171), il se trouvait en Suisse où il se faisait appeler Roussel (cf. L. Descaves, *Philémon...*, op. cit., p. 77). Le 13 septembre, il envoyait une lettre au président de la République où il offrait de se constituer prisonnier et de répondre de tous ses actes à condition que soient libérés ses concitoyens du IVe arr. emprisonnés à la suite de la Commune (cf. M. Vuilleumier, *Sources*). Ce même mois, il prépara un discours pour défendre la Commune devant le 5e congrès de la Ligue de la paix et de la liberté qui tenait ses assises à Lausanne. Il renonça à prendre la parole, mais son discours fut imprimé chez G. Guillaume fils. Il s'y prononçait contre la grande industrie qui n'apporte aucune amélioration à la condition ouvrière et contre les grèves qui sont une sorte de « traquenard » dont se sert la bourgeoisie industrielle pour venir à bout des militants ; et il glorifiait la Commune et son fédéralisme, seul remède à la centralisation oppressive.

Après le congrès de Lausanne, Clémence alla exercer quelque temps son métier à Neuchâtel où il fit la connaissance de J. Guillaume, puis, au début de 1872, il fut appelé à Lausanne par Paul Pia pour travailler à la liquidation de la Société française Laurent et Bergeron longtemps chargée de l'exploitation du réseau de la Compagnie des Chemins de fer de la Suisse occidentale. Il contribua avec Lefrançais, Jules Montels, Teulière, Desesquelles, Jaclard et autres à « ressusciter la section internationale de cette ville » (J. Guillaume, *L'Internationale*, t. II, p. 267).

En 1876, Clémence participa, avec Élie et Élisée Reclus, P. Brousse, A. Arnould, à la préparation d'un almanach socialiste pour 1877, *La Commune*. Le 8 septembre 1877, apprenant la mort de Thiers, Clémence écrivit un pamphlet. Lui déniait toute qualité, dans quelque domaine que ce soit, il maudissait sa mémoire. Le 12 novembre 1877, il signait sa brochure *Après le coup d'État* dans laquelle il s'exprimait ainsi en ce qui concerne l'expropriation (cf. p. 16) : « La reprise de la terre, des richesses publiques et de l'outillage à ceux qui détiennent injustement ces choses est donc de Droit naturel comme de Droit révolutionnaire. Nous ajouterons qu'elle est aussi de Droit légal. »

Clémence rentra en France en 1885. Le 18 mai, il arrivait à Paris et, le 19, il se rendait au Père-Lachaise. Cette même année, il collabora à la *Revue socialiste* de Benoît Malon où il publia un « Eugène Varlin ».

Il fut enterré civilement au cimetière de Bagneux le 6 février 1889, et Lefrançais fit son éloge.

Il était marié avec la relieuse Léonide Eléonore Oblet, et père d'un enfant, Georges, qui avait 21 ans en 1889 et était dessinateur.

POUR CITER CET ARTICLE :

<https://maitron.fr/spip.php?article207480>, notice CLÉMENCE Adolphe [CLÉMENCE Hippolyte, Adolphe, dit ROUSSEL], version mise en ligne le 16 octobre 2018, dernière modification le 30 janvier 2020.